

LA TRIBUNE

S'INFORMER • COMPRENDRE • SE COMPRENDRE

ÉDITION NATIONALE
MARDI 25 MARS • N°8062



Drones : les ambitions françaises

FAILLITES

**La filière
hydrogène en
plein doute**

INTERVIEW

**Mohed Altrad : « Je
ressens la solitude
du dirigeant »**

« Je ressens la solitude du dirigeant » : les confidences de Mohed Altrad



Mohed Altrad, président du groupe éponyme dont le siège est à Montpellier mais qui emploie quelque 65 000 salariés dans le monde. (Crédits : DR)

Cécile Chaigneau et Lucie Robequain

Mohed Altrad vient de sortir un quatrième roman, "Le désert en partage". Basée à Montpellier, son entreprise affiche une croissance à deux chiffres chaque année. Rencontre avec un PDG iconoclaste.

LA TRIBUNE - Altrad est le sponsor de l'équipe de France de rugby, qui vient de remporter le tournoi des Six Nations. Quelles retombées en attendez-vous ?

Mohed Altrad - Il est impossible de mesurer les retombées financières, mais ce sponsoring accroît incontestablement la notoriété du groupe. J'investis chaque année 50 millions d'euros dans le rugby, ce qui fait d'Altrad son plus grand financeur mondial. Je le fais à l'échelle locale avec Montpellier, nationale avec l'équipe de France et internationale avec les All Blacks néo-zélandais. Rassurez-vous, je n'irai pas au-delà ! Certains s'agacent de voir mon nom partout. Altrad est un fleuron de l'industrie française, qui contribue au rayonnement du pays.

Certaines règles académiques du marketing font que les sponsors sportifs sont avant tout des marques grand public. Le business Altrad est largement BtoB : mes clients sont les grands industriels mondiaux. Cet écart à la pensée marketing s'impose parfois : ça réussit.

La Fédération française de rugby accuse une dette de 57 millions d'euros et risque la cessation de paiement. Pourriez-vous faire un geste pour l'aider à sortir de la crise ?

Non. Je ne peux pas tout faire.

Dans l'affaire judiciaire avec Bernard Laporte (pour avoir noué un pacte de corruption et rémunéré l'ancien président de la Fédération française de rugby pour obtenir ses faveurs), vous avez été condamné, en décembre 2022, à 18 mois de prison avec sursis, 50 000 euros d'amende et une peine complémentaire d'interdiction de gérer une entreprise pendant deux ans.

ENTREPRISES

« Je ressens la solitude du dirigeant » : les confidences de Mohed Altrad

Comment abordez-vous le procès en appel, qui pourrait avoir lieu en fin d'année ?

Je suis innocent, raison pour laquelle j'ai fait appel. Cette épreuve est douloureuse, mais j'ai confiance en la justice. Dans cette affaire, on m'a reproché un contrat d'image signé avec M. Laporte. Ces contrats sont courants dans le monde du sport de haut niveau. Et le partenariat avec la Fédération française de rugby a été contracté en toute transparence. Je ne fais pas de détournement de fonds publics, c'est mon groupe qui finance ces engagements.

On vous prête l'intention d'investir dans le club de football de Montpellier, qui est en très grande difficulté. Vous confirmez ?

C'est un sujet qui m'intéresse et m'attriste à la fois. Je regarde le dossier de près. Montpellier a longtemps été la ville la plus sportive de France. Aujourd'hui, elle n'est presque plus rien. Les infrastructures sont dégradées, la ville s'est désengagée. Le maire Michaël Delafosse n'aime pas le sport. Il est en train d'anéantir tout ce qui a été bâti.

Municipales 2026 : « Si je dois y aller, j'irai. Ou pourquoi pas en soutenant une liste. »

Vous êtes un fervent opposant au maire de Montpellier. Serez-vous à nouveau candidat à l'élection municipale de 2026 ?

Je suis attentif à ce qui se passe et je vais tout faire pour que la gouvernance change. Montpellier se meurt. Rien ne va : la circulation est infernale, les travaux sont mal planifiés et sans concertation, le centre-ville se meurt, l'insécurité est grandissante, la ville est sale. Les finances de la ville se dégradent avec un endettement non maîtrisé qui aboutirait inéluctablement à une hausse brutale des impôts. La ville dépense 50 millions d'euros pour refaire l'esplanade et la Place de la Comédie... Notre ville souffre de l'inculture économique de ceux qui la dirigent. À Montpellier, vous avez 300 000 habitants, 7 000 salariés et un budget de 2,7 milliards entre la Ville et la Métropole. Je ne peux pas regarder cette situation les bras croisés. Les choses doivent changer. Si je dois y aller, j'irai. Ou pourquoi pas en soutenant une liste.

Que reprochez-vous à Michaël Delafosse concrètement ?

La ville est gouvernée par des gens qui étaient dans l'ombre de l'ancien maire George Frêche (*ancien maire socialiste de 1977 à 2004, NDLR*) qui essaient de s'inspirer de ses méthodes et non de ses réalisations. Mais la société a changé, c'était il y a 40 ans. La

nouvelle génération réfléchit différemment, il faut que la classe politique s'adapte. La ville a fait beaucoup d'erreurs, en mettant des pistes cyclables n'importe où par exemple. Or, les problèmes de circulation ne sont pas les mêmes dans chaque quartier, il faut discuter avec les gens. Moi, je suis prêt à investir 200 millions d'euros dans le quartier Ovalie qui accueille le stade de rugby (*sujet sur lequel il n'arrive pas à trouver de terrain d'entente avec Michaël Delafosse, NDLR*) : je ne veux pas acheter le stade, je veux offrir des infrastructures qui reviendront aux Montpellicains (*un « village du rugby » avec notamment des entreprises, un espace commercial, des espaces ludiques, des bars et des restaurants, NDLR*). Mais Christian Assaf (*vice-président de la Métropole délégué aux politiques sportives, NDLR*) me traite de « Trump aux petits pieds » ! La mairie craint peut-être que je devienne l'homme fort de la ville. Le souci principal de Michaël Delafosse est de rester maire. Moi, je veux servir ma ville.

Pourquoi avoir démissionné de vos mandats politiques à la Ville et à la Métropole ?

Je considère que le maire n'écoute pas les groupes d'opposition, que le dialogue n'est pas possible. On ne dirige pas une ville comme on dirige un parti politique. J'ai démissionné en fin de mandat pour prendre de la hauteur.

Nous allons dépasser les 6 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

Parlons de votre entreprise. Quels sont vos objectifs pour cette année ?

Notre rentabilité est de 15 % et nous allons dépasser les 6 milliards d'euros de chiffre d'affaires par croissance externe (*une fois validée l'acquisition en cours des entreprises norvégienne et britannique Beerenberg et Stork, NDLR*) mais aussi par croissance organique. Nous sommes présents dans 100 pays, notre chiffre d'affaires affiche une croissance à deux chiffres chaque année, et ce depuis 40 ans. Au début, on faisait des échafaudages et cette image nous colle d'ailleurs encore à la peau. Ce n'est pourtant que 5% de notre chiffre d'affaires ! Maintenant, nous construisons des centrales nucléaires, des sous-marins, des plateformes pour les hydrocarbures, des projets d'énergie renouvelable.

Vous n'êtes dans aucune instance patronale...

J'ai beaucoup de respect pour ces organisations qui se battent pour l'économie. Mais je suis peut-être différent des autres patrons. La plupart créent des entreprises pour devenir riches. Ils distribuent des dividendes à leurs actionnaires. Altrad laisse

ENTREPRISES

« Je ressens la solitude du dirigeant » : les confidences de Mohed Altrad

la très grande part dans le groupe pour son développement (*Mohed Altrad est le seul actionnaire du groupe, NDLR*). Ce que je ressens, en revanche, c'est la solitude du dirigeant. Et je ne sais pas comment réduire cette distance avec les autres.

Votre groupe fête ses 40 ans. Avez-vous déjà réfléchi à votre succession ?

Il faut faire monter les gens en compétences pour faire perdurer le groupe quand je ne serai plus là. Les fondements sont solides, la motivation et la passion sont présentes.

Le protectionnisme américain pénalise-t-il vos affaires ?

Non car nous avons des filiales américaines, nous échappons donc aux surtaxes douanières. Tout le monde va taxer tout le monde : au final, c'est match nul. Ça va pénaliser toutes les entreprises, y compris les américaines.

En France, pour réduire le déficit, on met à contribution les plus fortunés et les entreprises les plus rentables. Est-ce légitime selon vous ?

C'est contre-productif. Certaines entreprises vont se délocaliser. Je ne le ferai jamais mais je comprends ceux qui le font. L'entre-

prise est là pour créer de la valeur. Si on prend cet argent, c'est autant qui ne sera pas réinvesti par l'entreprise. Je suis inquiet pour la France. Il y a beaucoup de gaspillage. Les ministres cherchent à faire des compromis et ce n'est pas toujours une bonne chose...

L'Europe prépare son réarmement et s'apprête à investir dans la défense. La France fait-elle les bons choix ?

Les soldats, il faut les financer, les former. On n'aurait jamais dû arrêter l'effort sur la défense, et oui, aujourd'hui, il faut se renforcer mais je rappelle que la France est fortement endettée. Je m'efforce de rester optimiste.

Il faut que le soldat israélien parle au soldat palestinien.

Votre regard sur la situation au Moyen-Orient ?

Le groupe Altrad compte 30.000 personnes qui travaillent au Moyen-Orient... Il faut chercher la paix mais Netanyahu cherche la guerre et tant que Netanyahu sera là, rien ne sera possible. Pour faire la paix, il faut que le soldat israélien parle au soldat palestinien. ■